

# Se métamorphoser pour résister ? L'exemple des Foyers ruraux 31-65

Coralie Condis

En charge des lieux innovants/réseau, Foyers ruraux 31-65

Andrea de Angelis

Délégué général, Foyers ruraux 31-65

Véronique Bordes

Professeure des universités en sciences de l'éducation et de la formation, université Toulouse Jean-Jaurès, UMR EFTS

01/09/2023

Ces dernières années ont vu les mouvements d'éducation populaire<sup>1</sup> soumis à une évolution due au développement des appels à marchés publics. Se pose alors la question d'intégrer ce système de mise en concurrence face à la nécessité de pouvoir financer les projets. La Fédération des Foyers ruraux 31-65<sup>2</sup> s'interroge depuis quelque temps sur le sens de son travail en lien avec sa vision de l'éducation populaire. Le constat de la difficulté à renouveler les acteurs du mouvement l'a poussée à solliciter des chercheurs et chercheuses pour réfléchir à de nouvelles orientations.

Différentes actions au fil du temps ont amené ce mouvement d'éducation populaire à écrire un carnet de route et à développer des événements proposant des réflexions avec l'appui d'experts. Cet article, écrit en collaboration entre des acteurs et actrices du mouvement et une chercheuse, est l'occasion de revenir sur les métamorphoses qu'un mouvement d'éducation populaire, la Fédération des Foyers ruraux 31-65, développe comme résistances à des fonctionnements institutionnels trop souvent posés comme inéluctables.

## Les foyers ruraux : un peu d'histoire

Ce mouvement d'éducation populaire est né avec le Front populaire. Les foyers paysans naissent dans une France rurale. Ils sont portés par la question de la laïcité et l'ambition de participer à la formation

---

1 Jean-Marie Mignon, 2007, *Une Histoire de l'éducation populaire*, Paris, La Découverte.

2 Site de la fédération : <https://www.foyersruraux3165.fr>

technique, humaine et sociale des jeunes paysans. François Tanguy-Pigent crée un foyer paysan de culture et d'émancipation intellectuelle dans le Finistère avant de devenir député sous le Front populaire, puis ministre de l'Agriculture et du ravitaillement du général de Gaulle en 1944. À la Libération, les foyers ruraux se développent en lien avec les ministères de l'Agriculture et de l'Éducation nationale. Cependant, la place faite au milieu des autres mouvements d'éducation populaire n'est pas gagnée. Ils continuent pourtant à développer des actions en milieu rural portées par une stratégie culturelle.

L'évolution de la société va renforcer un combat permanent pour la revalorisation de la culture rurale. À partir de 1974, les fédérations départementales et les unions régionales se structurent. La fédération nationale entame un travail pour repenser le rôle et la place des individus dans le mouvement dans une période de tension interne. Les années 1980 amènent le mouvement à se centrer sur le développement local en milieu rural, puis les années 1990 voient apparaître les enjeux européens. Aujourd'hui, les foyers ruraux sont en pleine réflexion sur la façon de prendre en compte les évolutions de la société, les enjeux majeurs pour le futur et la place de la ruralité dans l'ordre social. Le congrès de 2019, organisé par les Foyers ruraux 31-65, réaffirme les fondamentaux du mouvement (*tisseur de lien social, tisseur de lien rural*) et les enjeux d'accompagnement des citoyens dans leurs actions locales pour continuer le développement du monde rural.

Les Foyers ruraux 31-65 se réapproprient ces orientations nationales qui traversent les territoires.

Si l'histoire de ce mouvement nous montre son inscription au sein des réseaux de l'éducation populaire, elle permet aussi de comprendre sa place particulière compte tenu du contexte dans lequel il évolue, le milieu rural.

Tous les mouvements d'éducation populaire ont une histoire qui leur est propre, et tous se développent au sein de la société française, ce qui les lie. L'évolution politique et sociale de la France joue sur leur développement et les amène à devoir s'adapter. Pourtant, l'adaptation ne produit pas toujours du sens pour ses acteurs et actrices. Finalement, l'évolution de l'éducation populaire ou, plus précisément, des mouvements d'éducation populaire soumis à des injonctions de l'État, produit des situations qu'il demeure nécessaire d'analyser si l'on veut comprendre les enjeux de ce qui se passe au sein des fédérations d'éducation populaire.

## Du constat d'une évolution des mouvements d'éducation populaire...

En 2011, lors du colloque du réseau international de l'animation (RIA) qui se tenait à Saragosse (Espagne), nous alertions déjà sur la question de mise en concurrence des associations d'éducation populaire. Dans le cas précis de la marchandisation de ces dernières, il nous a semblé intéressant

d'explorer les réflexions de Claude Combes<sup>3</sup> sur les travaux de Leigh Van Valen, biologiste évolutif américain de l'université de Chicago, sur l'hypothèse de la Reine rouge.

L'idée est de partir du constat de la course sans fin de l'évolution en évoquant le personnage de la Reine rouge de Lewis Carroll (*Alice au pays des merveilles*) qui entraîne Alice à passer de l'autre côté du miroir dans une course immobile. C'est la notion de progrès évolutif qui est le point de départ de la réflexion des biologistes : *est-on sûr que l'évolution produit des types mieux adaptés, donc de plus en plus pérennes ?*

Dans l'histoire d'*Alice au pays des merveilles*, la Reine rouge demande à Alice de courir. Celle-ci, tout en s'exécutant, constate que le paysage autour d'elle ne bouge pas. Lorsqu'elle interroge la reine, celle-ci lui explique qu'elles courent uniquement pour rester sur place. Leigh Van Valen constate que dans tout groupe, même si l'évolution permet des changements adaptatifs par un effet de sélection naturelle, le groupe reste le même. Il en déduit que la sélection qui agit sans cesse n'accroît pas la qualité de l'adaptation. Les interactions, avec les autres espèces qui évoluent en même temps, modifient continuellement l'environnement. Cette compétition va avoir un effet sur la qualité de l'adaptation des autres espèces. Pour conserver leur existence, ces espèces vont s'adapter à leur tour, annulant l'avantage de la première, ce qui amène de nouveaux changements dans l'environnement de chacun, et ainsi de suite. Si une espèce puise davantage dans le milieu, ce sera aux dépens des autres.

Pourquoi alors courir pour rester sur place ? On pourrait imaginer que les espèces s'entendent pour arrêter de courir. Pour Leigh Van Valen, les espèces sont égoïstes. Celles qui disparaissent sont celles qui subissent la concurrence, c'est-à-dire qu'elles courent ensemble sans lutter pour le même objet. Finalement, les espèces courent pour ne rien changer.

Cependant, dans cette question de lutte pour la survie, ou de survie du plus fort, telle qu'elle est généralement retenue dans les théories de l'évolution, on sous-estime bien souvent la question de l'évolution culturelle en lien avec l'apparition de l'*Homo sapiens*. Le processus de résistance qui est alors mis à l'œuvre repose sur des modèles de coopération explorés notamment par Charles Darwin et Alfred Russel Wallace au XIX<sup>e</sup> siècle. S'appuyant sur les travaux de Malthus, qui met en avant la nécessité d'une concurrence entre les humains comme seule alternative à la survie de l'espèce, Darwin<sup>4</sup> montre que d'autres normes entrent en jeu, comme la nécessité d'assurer une descendance. Les tribus ainsi formées, qui développeront l'entraide et le sacrifice pour le bien commun, seront alors plus fortes que celles ne développant pas de processus de coopération. Wallace<sup>5</sup>, de son côté, explore les effets de la capacité d'adaptation. Les deux chercheurs posent ainsi le groupe comme niveau de sélection.

---

3 Claude Combes, 1998, « Leigh Van Valen et l'hypothèse de la Reine Rouge », in Hervé Le Guyader (dir.), *L'Évolution*, Paris, Pour la science, p. 44-52.

4 Charles Darwin, 2022 [1859], *L'Origine des espèces*, Jean-Marc Drouin (éd.), Paris, Flammarion.

5 Alfred Russel Wallace, 2009 [1858], « On the Tendencies of Varieties to Depart Indefinitely from the Original Type », *Alfred Russel Wallace Classic Writings*. Paper 1 [[en ligne](#)].

L'observation de l'évolution des associations<sup>6</sup> d'éducation populaire montre que si l'État leur a accordé des subventions de fonctionnement après la Seconde Guerre mondiale, elles ont dû peu à peu entamer une course pour maintenir leurs acquis, à l'image d'Alice et de la Reine rouge. Cette évolution, imposée par l'État, pousse les associations à s'inscrire dans une spirale infernale dont le but est de trouver des financements avec, en contrepartie, le risque de perdre les idées et les buts défendus à l'origine par l'éducation populaire. Cette course sans fin aux financements pousse les associations à s'inscrire dans la loi du marché et de la concurrence.

Au fil du temps, cette recomposition a conduit les associations à perdre de vue l'entraide et la solidarité susceptibles d'exister entre elles, qui forment une vision commune d'un projet de société et permettent ainsi l'existence d'un contre-pouvoir garant de l'exercice de la démocratie.

Ces changements vont aussi produire, dans certains cas, une perte de sens inscrivant les acteurs et actrices d'une même fédération dans des systèmes de concurrence interne dans lesquels la coopération faiblit.

Impulsée par des directives gouvernementales, cette évolution entraîne non seulement un processus de sélection, mais aussi une perte de qualité. Aujourd'hui, on constate que certaines associations historiques se développent, jouant le jeu du marché et s'inscrivant pleinement dans une mutation vers un fonctionnement d'entreprise ; d'autres tentent de se reconstruire après des dysfonctionnements internes ; d'autres, enfin, tentent de résister en sachant qu'elles sont fortement en danger. C'est ce que la Fédération des Foyers ruraux 31-65 a décidé de faire : procéder à des métamorphoses pour résister en reprenant la main sur la question des financements publics et sur l'organisation interne de son offre pour s'inscrire dans les valeurs qu'elle défend<sup>7</sup>.

Finalement, l'acceptation par les associations d'éducation populaire de prendre place dans une institutionnalisation les pousse à s'inscrire dans des processus les éloignant des objectifs qui étaient au fondement de leur existence, l'émancipation des personnes n'étant plus qu'un effet d'annonce. Face à ce constat, certain·es acteurs et actrices tentent de résister en acceptant de remettre en question leur fonctionnement, et en cherchant d'autres façons de pouvoir continuer leurs actions sans y perdre leur âme.

Comment alors, les Foyers ruraux 31-65 vont-ils penser concrètement une autre façon de fonctionner ? Le modèle, largement répandu aujourd'hui, qui consiste à s'inscrire dans des dispositifs de financement et à penser le projet et le sens des actions en lien avec le cadrage institutionnel, doit pouvoir être repoussé. En développant une réflexion, en incitant les protagonistes du mouvement à questionner le sens de leurs pratiques, les Foyers ruraux 31-65 vont repositionner le financement à sa juste place, celle de servir les orientations pensées en amont et portées par les valeurs qui les animent.

---

6 Mathieu Hély, 2009, *Les Métamorphoses du monde associatif*, Paris, PUF [[en ligne](#)].

7 Véronique Bordes, 2015, « Traîner pour prendre place. Socialisation, Interaction, Éducation », habilitation à diriger des recherches, Toulouse, université Toulouse Jean-Jaurès [[en ligne](#)].

## ... aux actions et orientations de résistance mises en place

L'éducation populaire est la toile de fond qui permet à la Fédération des Foyers ruraux 31-65 de soutenir leur réseau d'associations en milieu rural. La difficulté est, ici comme dans tout mouvement d'éducation populaire, d'être claire sur ses valeurs et sur le sens qu'elle peut donner à un « mouvement d'éducation populaire », et aux actions sur le terrain qui en découlent.

Cette fédération se présente comme force d'innovation et de proposition au sein des territoires en proposant de mettre en œuvre « avec les femmes et les hommes qui font vivre les territoires qu'ils habitent, des actions qui tissent du lien entre les gens pour mieux vivre ensemble<sup>8</sup> ». Pour cela, elle s'engage à informer, aider, soutenir, en orientant certaines de ses actions en direction des jeunes<sup>9</sup>. Les actions doivent s'inscrire dans une construction collective des projets avec l'ambition d'innover dans les territoires. Pour cela, chaque foyer rural devient un interlocuteur pour les communes, proposant de réunir l'ensemble des actions pour développer une réflexion qui sera porteuse de sens. Chaque foyer rural peut être géré de façon classique (un·e président·e, un bureau), ou de façon collégiale pour faciliter la prise de décision collective.

Enfin, chaque foyer rural est pensé et organisé en fonction des besoins du territoire, mais tous sont portés par des valeurs communes de respect, tolérance, solidarité et de laïcité.

Trop souvent, la Fédération des Foyers ruraux 31-65 est qualifiée de « gauloise » de la transformation. L'évolution du champ de l'éducation populaire, avec l'arrivée des appels à marchés publics, ainsi que l'évolution et la professionnalisation de l'animation, ont projeté un grand nombre d'acteurs et d'actrices dans une institutionnalisation forte, portée par une injonction à penser une société libérale.

Beaucoup de mouvements d'éducation populaire y ont vu un développement de leur action, alors que la Fédération des Foyers ruraux y a vu un piège. Plutôt que de répondre à des appels à marchés publics, depuis plus de quinze ans, la fédération a fait le choix de défendre le conventionnement.

Pour préserver son identité, elle n'établit pas de convention directement avec les communes ou les intercommunalités, mais accompagne les associations afin de maintenir une présence associative au niveau local, selon ce qui définit l'identité des foyers ruraux. Le plus souvent, elle propose un projet s'adressant aux jeunes avec une association locale du territoire et des bénévoles qu'elle accompagne. Le conventionnement se fait donc avec trois parties, l'association locale, la fédération et la commune, dont émerge un comité de pilotage qui partage et gère collectivement ce projet. Cette démarche a suscité des incompréhensions et des interrogations, mais les valeurs et les convictions

---

<sup>8</sup> Voir *Carnet de route. Fédération des foyers ruraux 31-65* [[en ligne](#)].

<sup>9</sup> Dans les années 1950, la jeunesse est considérée comme un groupe social relativement homogène dans une société assez stable. Après le premier choc pétrolier en 1973 et l'entrée de la France dans la crise économique, la jeunesse se révèle progressivement comme un ensemble d'individus. À partir des années 1980, on fait ainsi le choix de parler « des jeunes » pour souligner l'existence d'individus développant des appartenances multiples.

portées par la fédération ont permis de tenir le cap et d'être aujourd'hui une petite fédération à échelle humaine, sollicitée pour la particularité de sa démarche.

Toutefois, s'inscrire dans une démarche d'éducation populaire, c'est aussi accepter de remettre en question les pratiques, se nourrir d'une intelligence collective, reconnaître la richesse de chacun·e et favoriser la circulation des savoirs. Dans cette démarche, la fédération s'est associée à différent·es chercheurs et chercheuses pour penser et développer non seulement le carnet de route qui fait office de projet associatif, mais aussi différentes actions qui ne cessent, aujourd'hui encore, d'être questionnées. La fédération s'est engagée dans un travail permettant de laisser une trace pour celles et ceux qui souhaiteraient faire une partie du chemin avec elle. Les outils développés, comme le carnet de route ou les rendez-vous de la « Fabrique du lien social », changent les acteurs et actrices de terrain, les divisent, les relient, et accompagnent une réflexion collective.

À travers cette démarche d'éducation populaire, la fédération souhaite évoluer et se positionner pour défendre les conventions plutôt que les appels à marchés, les subventions plutôt que les appels à projets, afin de résister à une logique de marchandisation de l'éducation.

Ce positionnement politique est donc porté par des actions mais, concrètement, comment agit la Fédération des Foyers ruraux 31-65 ?

## Écrire un carnet de route pour penser un projet associatif

La démarche d'écriture du carnet de route a été et est encore un long travail pour lequel la fédération a eu besoin d'être accompagnée par des chercheurs et chercheuses ainsi que des personnes extérieures au réseau. Ce processus s'est déroulé en plusieurs temps, avec des étapes de création et de travail collectif accompagné par deux facilitateurs en intelligence collective, extérieurs au réseau, permettant à tous et toutes de participer (administrateurs et administratrices, salarié·es et bénévoles). Des temps de partage ont également été organisés, suivis d'un travail de rédaction confié à l'équipe de salarié·es et revu par les bénévoles. L'objectif était de discuter et de débattre des valeurs et des orientations, afin qu'elles soient partagées et comprises pour une meilleure mise en œuvre.

En explorant les outils des chercheurs et chercheuses développant des approches ethnographiques, l'idée a été de réutiliser le principe du carnet de bord comme un journal de terrain qui serait écrit au fur et à mesure du parcours, mais qui laisserait aussi trace et guiderait la réflexion. L'enjeu est donc de proposer un document vivant, en évolution permanente, permettant de dire l'histoire de la fédération, ses points d'ancrage, ses valeurs, son écosystème, ainsi que ses actions, missions et orientations à venir. Ce carnet de route est donc à la fois un cadre négocié des actions développées par la fédération, et le reflet d'une mise en débat des orientations et des valeurs défendues. Il constitue une archive et surtout un point d'appui pour les orientations futures tout en exposant les consensus qui portent le travail de la fédération.

Il dessine donc la route parcourue, les valises que l'on porte avec soi et les personnes qui voyagent, celles qui souhaitent rejoindre l'aventure, celles qui la quittent. Comme un carnet de voyage, ce carnet de route invite à être annoté, modifié, questionné, il est donc amené à évoluer en fonction de la route tracée par les acteurs qui se retrouvent au sein de la fédération.

Le graphisme du carnet s'inspire d'un journal dans lequel on écrit, on surligne certains mots, on en entoure d'autres. L'introduction donne le ton : « Faites vos bagages, on part... » et propose une forme tenue tout le long du carnet. Par exemple :

On pourrait appeler ce document : projet associatif, ~~projet d'établissement~~, ou par un tout autre nom... Mais pour nous, c'est « notre carnet de route ».

Cette petite introduction qui pose les fondements de ce carnet se termine sur :

Ce carnet de route, en fait, c'est nous !

Bonne route

Onze parties constituent le document qui illustre le processus et implique le lecteur ou la lectrice dans la démarche en mobilisant la métaphore du voyage. Par exemple, la troisième étape se nomme « Dans nos valises il y a une histoire » ou la dixième « Mais quand est-ce qu'on arrive ? ? ? », pour finir sur « Devenir acteur du processus ? ». Chaque section est illustrée, la partie écrite prend la forme de notes avec des passages ou des mots qui peuvent être surlignés, soulignés ou entourés, et donne lieu en bas de page à une annotation reprenant l'idée principale.

Ce travail d'écriture s'attache à montrer que rien n'est simple, d'où la partie « Passer d'un projet à un autre, pas si simple » qui pose « les tops » et les « flops ».

La section « Dans nos valises il y a des points d'ancrage » pose finalement les valeurs du mouvement en faisant le tour des notions qui portent le projet et qui sont interrogées comme elles le seraient lors d'un débat.

Laïcité, convivialité, collectif, émancipation, citoyenneté, et aussi « Contre toute forme de rejet », « Le droit au bonheur », « On n'est pas une marchandise ni des marchands », « Tisser du lien social », « L'individu est au centre de tout » sont présentés, non pas comme des évidences ou dans un souci de *coller* aux représentations ou attentes d'un mouvement d'éducation populaire, mais bien comme des notions choisies et appropriées.

Le carnet s'achève sur une question, « Devenir acteur du processus ? », en proposant d'« Utiliser le ressort », métaphore qui permet d'interpeler la fédération quand chacun·e le souhaite. Sur la page de droite, un exemple est donné sous forme de bande dessinée illustrant la démarche du ressort qui aboutit à un ajout dans le carnet de route. Ce passage est fondateur de la façon dont s'écrit le projet. Le carnet se conclut par un rappel de la possibilité de participer à l'ensemble des réunions qui font vivre la fédération, organisation qui souhaite tendre vers une démocratie de la participation.

Les outils sont donc pensés collectivement pour que les adhérent·es deviennent acteurs et actrices du processus et puissent ensuite se joindre aux réflexions qui impulsent les orientations et transforment les modes de gouvernance et de prises de décisions. Le carnet de route expose les traces du quotidien de la fédération, et devient aussi prétexte à s'inscrire dans un processus qui tient compte des évolutions de la société :

Nous devons trop souvent réagir alors que nous aurions aimé agir et ne pas être dans un type de mouvement qui s'adapte, mais plutôt transforme, imagine, propose, expérimente.

Du coup, il nous faut créer des méthodes qui nous poussent à toujours nous interroger, sans lourdeur, mais qui nous donne aussi un cadre pour avancer<sup>10</sup>.

Ce travail d'écriture, qui reflète des réflexions collectives, a donné aux acteurs et actrices de la fédération (dirigeant·es, bénévoles et professionnel·les) l'envie d'expérimenter des espaces de réflexion accessibles au-delà des membres du mouvement. L'idée est d'ouvrir le débat sur un thème, en appui avec des experts, pour poursuivre la réflexion et formaliser un espace qui dépasse le périmètre de la Fédération des Foyers ruraux 31-65.

## Animer une fabrique du lien social

Le but de ce texte n'est pas de développer une plainte face au constat d'un processus de *déliance*. Il n'est pas non plus de faire « *reliance sociale*<sup>11</sup> ». La proposition qui est faite par les foyers ruraux est bien de réfléchir ensemble et de développer du lien social à partir de questions de société. Le principe est de permettre l'expression d'une intelligence collective au travers de jeux de dynamique de groupe et de débat. La proposition est faite aux expert·es d'intervenir sur cette base et de formuler un premier état de la question des connaissances dans le domaine exploré, puis de proposer une mise en débat avec les participant·es qui permet de faire culture commune pour cheminer dans un processus ouvrant à des actions concrètes. Les thèmes sont choisis collectivement en fonction des préoccupations au sein du réseau.

Par exemple, en janvier 2023, le thème était : les cafés associatifs, un outil de lien social. Il a été choisi en raison du constat de leur développement dans les territoires. Pourquoi ces lieux émergent-ils ? Qu'est-ce qui s'y passe ? Sont-ils des espaces de participation, d'engagement et de lien social ?

La séance se déroule avec un apport des expert·es invité·es, en l'occurrence du réseau des cafés culturels et des cantines associatives, ainsi que de la Fédération des Foyers ruraux 77 qui accompagnent ce type de lieu depuis plusieurs années. Des témoignages de porteurs et porteuses de projets avec des points de vue différents (bénévoles associatifs et associatives, élu·es de communes) viennent compléter ce premier temps. Des mises en débat s'organisent sous la forme, dans cet exemple, de *cafés philo* menés par l'université populaire de philosophie. Les échanges de cette journée alimenteront ensuite les orientations qui seront portées par les foyers ruraux lors de leur accompagnement au développement de cafés participatifs.

Ces journées, qui sont programmées une fois par an, ont pour objectif de croiser une vision d'acteurs et actrices de terrain, de scientifiques et d'institutionnel·les au service du collectif. L'animation est volontairement pensée dans une dynamique participative pour permettre de tester des méthodes d'éducation populaire qui favorisent la prise de parole, la participation de chacun·e et l'émergence d'une intelligence collective.

---

10 Extrait du *Carnet de route* des Foyers ruraux 31-65, p. 57 [[en ligne](#)].

11 Jean-Claude Gillet, 1996, « Praxéologie de l'animation », *Recherche & Formation*, n° 23, p. 119-134 [[en ligne](#)].

Finalement, la fabrique du lien social permet la mise en débat d'actions possibles pour la fédération et constitue un outil d'aide à la décision politique au sein du réseau. S'interroger sur les méthodes, les objectifs et les outils mis en œuvre pour mener activement une telle phase de travail demeure une dimension importante. Il ne s'agit pas de plaquer un fonctionnement type, mais bien d'adapter les actions au territoire, travaillées à partir d'expériences de terrain, de vécus de bénévoles ou d'adhérent·es, collectés durant ces journées de rencontres et de réflexion. Conçues afin de mieux comprendre pour mieux agir, dans une démarche praxéologique, les rencontres « Fabrique du lien social » traitent depuis cinq ans déjà différents questionnements de bénévoles ou de professionnel·les de l'éducation populaire. Les thèmes varient en fonction des sujets qui émergent au quotidien : les enjeux de l'évaluation et la mesure d'impact, la place du numérique dans le quotidien, les droits culturels ou la résistance sociale. Ces temps de « cogitation collective » nourrissent et permettent de faire évoluer les pratiques non seulement de la Fédération des Foyers ruraux 31-65, mais aussi des partenaires du territoire qui acceptent de venir prendre le temps de réfléchir autrement.

## Penser des tiers lieux ou lieux tiers

Depuis dix ans, la Fédération des Foyers ruraux 31-65 accompagne le développement du dispositif Espace de vie sociale (EVS) dans le département de la Haute-Garonne (31), et anime le réseau départemental. Partant des orientations proposées par la Caisse d'allocations familiales (CAF) pour obtenir l'agrément, elle aide à la mise en place de structures qui contribuent à la politique d'animation de la vie sociale. Celles-ci peuvent prendre des formes différentes selon les besoins et les envies des acteurs du territoire. On retrouve ainsi des EVS classiques, et aussi des formes plus originales comme des cafés associatifs, des tiers lieux devenant des lieux tiers qui s'écartent d'organisation très institutionnalisées pour s'adapter aux besoins ainsi qu'aux acteurs et actrices au niveau local. L'idée est que l'accès aux droits, la socialisation des personnes, le développement des liens sociaux et de la cohésion sociale sur le territoire, la prise de responsabilités des usagers et usagères, ainsi que le développement de la citoyenneté de proximité peuvent aussi faire l'objet d'un travail de réflexion dans des espaces moins institutionnels, à distance de la forme classique d'un centre social. Là encore, la fédération, en travaillant au plus près des besoins des territoires, va se saisir d'un dispositif comme outil d'action. On ne décide pas d'ouvrir un EVS, mais on se sert du format EVS pour développer un projet.

Cette idée oriente l'accompagnement en formant et faisant réseau entre différents projets en milieu rural.

Si nous prenons l'exemple des tiers lieux, ils sont apparus en masse ces dernières années, sous des formes diverses, qu'il s'agisse d'espaces existants ayant changé de nom ou qu'ils abritent toutes sortes d'activités, perdant l'originalité qu'offrent ces nouvelles formes d'espaces.

La question des tiers lieux se pose aussi au sein de la fédération. Comment accompagner les habitant·es dans la mise en œuvre d'espaces de proximité permettant la rencontre, l'échange, la convivialité, les débats, l'accès à la culture ou simplement à un service du quotidien (une épicerie proposant des produits locaux, un dépôt de pain) ? Et finalement, les tiers lieux doivent-ils tous devenir des EVS ?

Cette question intéresse également la fédération parce qu'au-delà d'un effet de mode ou de la possibilité d'accéder à des financements, ce genre d'espaces peut jouer un rôle dans la redynamisation des territoires ruraux. Ils peuvent aussi être un lieu de rencontre facilitant l'installation des personnes au sein d'un territoire qu'elles ne connaissent pas toujours. Enfin, ils peuvent être le lieu où chacun·e peut agir en s'inscrivant dans des processus de concertation susceptibles d'apporter une aide à la décision pour l'action publique.

En se saisissant de l'opportunité de développer des « lieux tiers », les collectifs réunis au sein de la fédération envisagent, depuis quelque temps, l'ouverture de lieux hybrides pour toujours faciliter le lien social, en écartant l'idée même des enjeux économiques. Parce que les tiers-lieux sont trop souvent associés au *coworking* et au développement entrepreneurial, la fédération souhaite soutenir et prendre position sur le type de lieu qui gardera du sens pour son mouvement et qui pourra favoriser la valorisation du milieu rural. En ce sens, les tiers lieux à but non lucratif peuvent représenter des espaces d'éducation populaire intéressants.

Cet exemple montre comment la fédération refuse de s'inscrire dans des dispositifs reproductifs, mais souhaite au contraire se saisir d'opportunités pour innover.

Les professionnel·les arpentent donc les territoires, quelquefois accompagné·es par des chercheurs et chercheuses pour repérer les envies, accompagner les associations, les bénévoles vers des projets portés par une conscientisation de l'enjeu collectif et non de quelconques profits économiques. En développant des espaces de conflit autorisé<sup>12</sup>, la Fédération des Foyers ruraux 31-65 facilite l'évolution des réflexions, accompagne les changements en construisant collectivement, le seul bénéfice étant celui qu'en retirent les territoires et leurs habitant·es.

Le principe est de pouvoir proposer des espaces dans lesquels chacun·e peut exposer son point de vue, le mettre en débat et amener une construction qui va produire des positionnements suffisamment satisfaisants pour toutes et tous. Dans ces espaces de conflit autorisé, chaque participant·e est assuré·e de pouvoir s'exprimer en toute sécurité. Le principe ne vise pas à défendre à tout prix un point de vue au détriment d'un autre, mais bien d'entendre l'ensemble des participant·es qui souhaitent s'exprimer pour laisser les idées circuler et construire progressivement des décisions collectives. Nous sommes là au cœur de la mise en œuvre, de l'expérimentation et de l'évolution de formes de participations citoyennes chères à l'éducation populaire.

En pensant des formes de résistance, les foyers ruraux remettent finalement au centre de leurs actions une vision de l'éducation populaire parfois oubliée.

Se pose ainsi la question des coopérations entre de vieilles dames comme la Fédération des Foyers ruraux et les nouveaux réseaux, ceux des tiers lieux notamment. Aujourd'hui, dans un souci d'agir plutôt que de réagir, la fédération souhaite favoriser les coopérations entre d'anciens réseaux, riches

---

12 Corinne Merini, 1999, *Le Partenariat en formation de la modélisation à une application*, Paris, L'Harmattan.

de leur maillage, expérience et reconnaissance, et les nouvelles initiatives, fortes de leur dynamisme, capacité d'innovation et de changement.

## Se métamorphoser pour résister ?

La société, telle qu'elle est organisée depuis quelques années, nous impose des croyances qui nous enferment dans des postures de bénéficiaires, présentées comme sécurisantes. Les injonctions telles que « ce n'est pas possible », « il faut garder une stabilité », « il faut innover, mais sans rien changer », « il faut respecter les protocoles » nous amènent à ne plus réfléchir et à entrer dans des cadres pensés par d'autres. Le dispositif a envahi l'espace, l'éducation populaire se retrouvant captive de fonctionnements institutionnalisés dont elle peine à s'émanciper.

Néanmoins, il reste important de ne pas oublier que le dispositif est l'outil du projet et non l'inverse.

Aujourd'hui, les Foyers ruraux 31-65 souhaitent poursuivre leur travail autour des enjeux de l'éducation populaire, sa transformation et ses résistances.

Quels sont ces nouveaux lieux qui voient le jour, ne se revendiquant pas de l'éducation populaire et s'appuyant pourtant sur ses fondamentaux (jardin collectif, café associatif, collectifs citoyens, etc.) ?

Comment une fédération d'éducation populaire peut-elle soutenir ces nouveaux espaces afin d'être à leurs côtés, de faire avec eux pour construire une société de demain plus durable ?

Face à l'émergence de nouveaux modèles, si la Fédération des Foyers ruraux 31-65 s'emploie à démontrer son utilité, elle reste vigilante sur les effets possibles d'une performance sociale et d'une mise en concurrence qui divise le champ de l'éducation populaire.

L'observation des transformations opérées au sein du réseau laisse déjà entrevoir une évolution dans la façon de penser l'organisation d'actions dans les territoires. Ouvrant des espaces de débat où le conflit est autorisé et utilisé comme un outil pour évoluer, ces changements redonnent une place aux bénévoles qui savent s'en saisir. Pouvoir venir participer à la réflexion suscite la curiosité d'habitant·es des territoires qui se tenaient jusque-là à distance.

De même, l'animation ne semble plus suffire à l'éducation populaire. De nouveaux métiers naissent de fonctions pourtant déjà existantes comme la facilitation ou l'accompagnement de projets. Derrière ces évolutions, ne voit-on pas la nécessité d'interroger plus avant l'évolution de la posture des professionnel·les du champ de l'éducation populaire ?

Dans son cheminement réflexif, en développant des recherches-actions accompagnées par des chercheurs et chercheuses, la fédération se saisit aujourd'hui des notions de « droits culturels », « faire humanité ensemble », pour développer une intelligence collective, elle s'appuie sur la richesse de l'autre comme outil de transition sociale. Ici, travailler avec des chercheurs et chercheuses ne consiste pas à attendre qu'ils et elles enquêtent et apportent une expertise, mais plutôt à débattre collectivement tout au long du travail d'enquête, pour s'autoriser à expérimenter. L'ensemble produit une réflexion, des ajustements, des renoncements et toujours de nouvelles expérimentations.

Cet article, s'il donne à voir les processus à l'œuvre au sein de la Fédération des Foyers ruraux 31-65, est surtout l'occasion pour l'auteur et les autrices de prendre le temps de revenir sur les actions de ces dernières années, afin de poursuivre les réflexions autour de l'enjeu qu'est cette façon de penser la société qui se retrouve au cœur de l'éducation populaire.

Le chemin est encore long, mais vouloir transformer la façon de penser et d'agir dans notre société ne peut se faire sans métamorphoses ni résistances. La prise de risque est grande si nous la considérons du point de vue institutionnel en tenant compte des enjeux financiers, mais elle n'est pas si grande si nous observons les transformations déjà à l'œuvre au sein du réseau. Celles-ci permettent en effet de cheminer vers une société choisie par les acteurs et actrices, portée par l'idée du collectif et par l'envie de trouver du sens dans cette société liquide<sup>13</sup>.

\*

Aujourd'hui, les acteurs et actrices de la Fédération des Foyers ruraux 31-65 pensent que notre modèle de société est en mutation, et que l'éducation populaire doit pouvoir accompagner ces changements et y participer. Convaincu que l'éducation populaire peut exister partout où l'on mène des actions en faveur de la conscientisation, de l'émancipation, du développement de la puissance d'agir et de la transformation sociale, ce mouvement tente de proposer aux citoyen·nes de penser la société autrement. Dans la mesure où il pense la conscientisation comme un processus qui permet de cheminer vers l'émancipation et amène à choisir une place dans la société, il propose de nouvelles formes d'action qui rappellent les années où l'éducation populaire ne se contentait pas d'être une accréditation ministérielle.

La société dans laquelle nous vivons depuis quelques années nous pousse à développer et à intégrer un sentiment d'impuissance (conscience soumise<sup>14</sup>). Les actions menées par les Foyers ruraux 31-65 ont pour objectif de permettre à chacun·e de prendre conscience de la place qui nous est laissée dans la société (conscience pré-critique). En venant participer à des activités, des actions, des débats, les acteurs et actrices de terrain commencent à s'interroger sur ce qu'ils et elles pourraient faire pour que les situations évoluent, sans toutefois être prêt·es à renoncer à toutes leurs habitudes (conscience critique intégratrice). Progressivement, en prenant part aux activités, mais aussi en pensant le sens des actions, ils et elles vont comprendre qu'il ne suffit plus d'agir dans le cadre, mais qu'il faut agir collectivement pour changer le cadre (conscience critique libératrice). Le travail des professionnel·les des foyers ruraux sera donc bien d'accompagner ce processus pour ne plus dire aux acteurs et actrices de terrain : « il faut s'émanciper » – la question est toujours de savoir de quoi –, mais bien : « venez expérimenter d'autres façons de penser la société ».

---

13 Zygmunt Bauman, 2007, *Le Présent liquide. Peurs sociales et obsession sécuritaire*, Paris, Seuil.

14 Colette Humbert, 1976, *Conscientisation. Expérience, positions, dialectiques et perspectives*, Paris, L'Harmattan.

Ce cheminement d'une prise de conscience individuelle à une conscientisation collective permettra à toutes et tous de saisir les questions sociales et politiques qui nous entourent, ouvrant les possibles en matière d'influence sur l'évolution de l'ordre social.

On comprend bien que le processus est en cours mais qu'il doit toujours être pensé à des niveaux d'accompagnement qui devront s'ajuster aux temporalités des citoyen·nes. En effet, toutes et tous ne rejoignent pas le mouvement au même moment, ne réfléchissent pas de la même façon ni au même rythme, enfin, les professionnel·les du mouvement sont aussi en perpétuelle réflexion et évolution. Cette instabilité doit être acceptée et vue comme une richesse. C'est peut-être ce qui pousse certaines associations ou organisations à préférer un modèle unique et stable plutôt que les chemins buissonniers nécessaires à l'émancipation d'un modèle dominant.